

Qu'est-ce qui fait autorité dans les institutions médico-sociales ?

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

Bernard Fourez
Philippe Kinoo
Jean-Pierre Lebrun
Didier Robin

AVEC LE CONCOURS DE
Jean Daveloose

Sous la direction de
Christine Vander Borght
et Muriel Meynckens-Fourez

Qu'est-ce qui fait autorité dans les institutions médico-sociales ?

Autorités, pouvoirs,
décisions, responsabilités



Conception de la couverture :
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2012
CF - ISBN PDF : 978-2-7492-2914-0
Première édition © Éditions érès 2007
33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France
www.editions-eres.com

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19.

Table des matières

INTRODUCTION	
<i>Muriel Meynckens-Fourez</i>	7
VIVONS-NOUS VRAIMENT UN TEMPS SANS AUTORITÉ ?	
<i>Bernard Fourez</i>	13
L'autonomie.....	16
L'égalité.....	22
L'enfant.....	25
L'expression de l'intime.....	27
La psychothérapie.....	29
Les droits de l'homme.....	31
La prévention.....	36
L'État.....	38
Les médias.....	45
L'autorité de la femme.....	47
Conclusion. Les aveugles de l'invisible.....	53
LES AVATARS DE L'ÉQUIPE SOIGNANTE AUJOURD'HUI	
<i>Jean-Pierre Lebrun</i>	55
TYPOLOGIE DES MODES DE DIRECTION	
<i>Philippe Kinoo</i>	71
Le modèle linéaire.....	72
Le modèle circulaire des gestions institutionnelles.....	73
Hétéronomie, autonomie et décision.....	76
Organisation, relations et responsabilités.....	80
Autorité, pouvoir et décisions.....	82
Place d'exception et tiercéité.....	86
Supervisions et tiercéité.....	89
Typologie.....	89
En guise de conclusion.	
L'institution suffisamment bonne.....	91

LA DIRECTION THÉRAPEUTIQUE ET LE PARI DÉMOCRATIQUE

<i>Didier Robin</i>	93
Un témoignage de directeur.....	94
Éloge de la collégialité.....	95
L'arrivée dans la communauté thérapeutique.....	97
L'impossible.....	99
De la responsabilité.....	99
La « fonction paternelle ».....	104
Trois registres et leur nouage.....	105
Les trois « temps » du complexe d'Œdipe.....	106
La sortie... ..	112
Démocratie et patriarcat.....	113
Jouir du pouvoir ou aimer diriger ?.....	119
Conclusion.....	122

LE SUPERVISEUR CONFRONTÉ AUX QUESTIONS D'AUTORITÉ

Texte collectif du groupe « Institutions »

<i>rédigé par Christine Vander Borght</i>	125
Un capitaine pour le bateau.....	127
Grand angle.....	128
Lutte fratricide.....	129
Choisir une place confortable et à sa mesure.....	131
Solitude et plaisir du coureur de fond.....	135
De la base au sommet.....	140
Pour conclure. De l'autorité du superviseur.....	141

BIBLIOGRAPHIE.....	143
--------------------	-----

Introduction

Muriel Meynckens-Fourez

Aujourd'hui, la fonction de direction est régulièrement mise à mal. Pierre angulaire de l'ensemble des dispositifs institutionnels, elle est cependant un bouc émissaire facilement trouvé. Combien de personnes à un poste de direction ou de coordination – pour adoucir le propos – ne sont-elles pas remises en question voire « mises à la question » et en souffrance ? Et peut-être en corollaire, combien d'équipes ne se cherchent-elles pas ? Notre pratique comme cliniciens et comme superviseurs d'équipes en témoigne.

Quelle est la légitimité du (de la) directeur(trice), du (de la) coordinateur(trice) ? Qui la lui accorde ? Aujourd'hui, cette légitimité est donnée non seulement d'en haut mais aussi d'en bas. Elle peut cependant être ébranlée par la base, par la hiérarchie ou les pouvoirs qui subventionnent : changements structuraux, idéologiques, restrictions budgétaires et introduction de logiques

Muriel Meynckens-Fourez est psychiatre infanto-juvénile systémicienne. Elle est responsable du groupe « Institutions » (supervisions cliniques et institutionnelles) depuis sa création en 1985 et du CEFORES (Centre de formation et de recherche en approche systémique et thérapie familiale) au service de santé mentale du centre Chapelle-aux-Champs de l'UCL, Clos Chapelle-aux-Champs, 1200 Bruxelles. Après avoir travaillé durant trente ans comme directrice médicale au sein d'un hôpital pédopsychiatrique (Feux-Follets), elle est actuellement responsable thérapeutique de l'équipe « enfants, adolescents, familles » au service de santé mentale de Louvain-La-Neuve.

managériales dans un domaine qui n'en relève pas. Le directeur, quant à lui, s'autorise-t-il à occuper cette place ?

En supervision institutionnelle ou individuelle, nous utilisons la métaphore du siège occupé par un(e) directeur(trice), un(e) co-ordinateur(trice) : est-ce un strapontin, un siège éjectable, un fauteuil Louis XV ? Quel est le désir de la personne aux commandes ? Tant au niveau individuel qu'institutionnel ou pour l'ensemble de l'équipe, quels seraient les risques qu'un « chef » s'asseye sur un fauteuil confortable pour assurer les tâches inhérentes à la fonction plutôt que de prendre le siège éjectable qui lui est parfois tendu, consciemment ou inconsciemment ? Est-il autorisé et peut-il s'autoriser à tenir la barre ? Lorsqu'une nouvelle direction prend place, comment déjouer les paradoxes souvent présents ou ne pas contribuer à les maintenir ?

Faisons un bref retour en arrière. Mai 68 a balayé la hiérarchie en même temps que le pouvoir. Durant les années 1970, nombre d'institutions ont vu le jour, en mettant en avant-plan la participation, le collectif, l'autogestion, tout en se méfiant, dans le même élan, d'une personne qui serait en position de pouvoir et/ou d'autorité. Chacun a pu prendre place dans les débats, s'est senti relié au projet et prêt à s'y investir sans limites.

Ce mouvement suscita beaucoup d'enthousiasme et de créativité. Cependant, une des premières difficultés apparaît au moment de la prise de décision en cas de désaccord. Comment trancher ? Qui y est autorisé ? Qui en a le pouvoir ? Dans la terminologie systémique, nous disons que si la définition de la relation n'est pas claire et n'est pas acceptée par l'ensemble, la voie est ouverte pour que tout échange langagier, toute discussion devienne occasion pour redéfinir la relation. Des forces occultes peuvent devenir opérantes, la voix du plus fort, de celui qui a le plus de bagout ou celle du leader charismatique. Implicitement, c'est lui qui s'imposera au groupe, qui fera autorité.

Fonctionner sur la base de la participation de tous nécessite un énorme investissement de chaque travailleur et prend du temps. Une autre limite à l'enthousiasme participatif fut imposée par la réglementation du temps de travail, marquant la volonté

sociale de mieux protéger l'espace privé des professionnels. Finie l'ère des institutions tenues par des religieux en mesure de se consacrer jour et nuit aux soins des patients hospitalisés, fini le temps des vacances en couple avec les enfants de l'institution, terminés les week-ends de quarante-huit heures où l'éducateur vivait avec les jeunes placés. La protection du travailleur a tracé une frontière plus rigide entre vie professionnelle et vie privée. Même si, parallèlement, un mouvement inverse se dessine entre le champ social et le champ individuel : avec Bernard Fourez, nous comprendrons combien s'amenuise cette frontière.

Aujourd'hui, malgré les nombreux bouleversements dans le secteur psycho-médico-social, et quelles que soient les réponses bricolées avec inventivité, les questions d'*autorités, pouvoirs, décisions, responsabilités* restent incontournables.

Dans ce livre, le décor est planté par Bernard Fourez qui envisage la question sous un angle sociétal : « Vivons-nous vraiment un temps sans autorité ? » Jean-Pierre Lebrun nous emmène ensuite au sein de l'équipe soignante en abordant quelques-uns de ses avatars. Philippe Kinoo nous présente une typologie inédite des modes de direction. Avec Didier Robin, le lecteur découvrira le témoignage d'un directeur thérapeutique et l'importance de tenir compte de l'ensemble de la lignée hiérarchique. Enfin, Christine Vander Borghtr retrace quelques vignettes, issues du séminaire sur la « fonction de direction » ainsi que des supervisions d'équipe réalisées, depuis bientôt trente ans, par les membres du groupe « Institutions » du centre Chapelle-aux-Champs de l'université catholique de Louvain.

Dans cette introduction, aidons-nous du *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, pour approcher quelques concepts.

L'*autorité* est à la fois « le pouvoir d'imposer l'obéissance » et « le crédit d'un écrivain, d'un texte ». Autoritarisme et autorité risquent alors d'être confondus.

Le *pouvoir* « désigne la faculté qui met quelqu'un en état d'agir » mais c'est aussi « l'ascendant psychologique » sur quelqu'un. Quelle serait la limite entre « pouvoir » et « abus de

pouvoir » ? Notre imaginaire les superpose souvent. De plus, nous constatons régulièrement une confusion entre « pouvoir consultatif » et « pouvoir décisionnel », source de nombreux malentendus. Ceux qui se sont exprimés sur une question ne comprennent pas toujours pourquoi une autre proposition est retenue. Frustrés, ils râlent ou finissent pas se taire. Souvent, la personne qui a tranché ne transmet pas les éléments qui fondent sa prise de décision ; ainsi s'ouvre la voie vers la rétention d'informations, source de méfiance et de tensions. Chacun finit par se retrancher dans son camp. « Il y a ceux qui prennent les décisions et ceux qui les apprennent », dirait notre collègue Jean Daveloose.

Prendre une *décision*, c'est « l'action de trancher une question, la solution, l'arrangement, la transaction ». Cela peut être le fait d'une personne, d'un sous-groupe, d'une collectivité. Dans son sens usuel, une décision est « le parti que l'on prend, un acte volontaire ». Comme le développe ailleurs Didier Robin¹, la procédure de décision comprend trois temps qui doivent rester bien distincts : le temps de l'élaboration, celui de la prise de décision et celui de son application. Un quatrième temps, différé, est celui de son évaluation, ajoute Jean Daveloose.

Quant au terme *responsabilité*, au fil du temps, il a évolué pour se rapporter au XX^e siècle à la personne qui a « une fonction de décision et qui doit rendre compte de ses actes ». À l'origine, dès 1733, le terme « *responsability* » désignait en droit constitutionnel anglais « l'obligation pour les ministres de quitter le pouvoir lorsque le corps législatif leur retire sa confiance » (dictionnaire *Le Robert*).

En ce début de XXI^e siècle, le sens de ces termes évolue probablement encore.

Qu'est-ce qui fait autorité dans les institutions médico-sociales ? Chaque service trouve des réponses plus ou moins

1. D. Robin, « La réunion d'équipe », dans M. Meynckens-Fourez, C. Vander Borght, P. Kinoo (sous la direction de), *Éduquer et soigner en équipe. Manuel de pratiques institutionnelles*, Bruxelles, De Boeck, coll. « Carrefour des psychothérapies », 2011.

satisfaisantes ; les modalités varient, allant de l'horizontalité absolue à la verticalité intransigeante, de la phobie à se positionner, à l'abus du pouvoir d'un seul ou d'un sous-groupe, en passant par la danse bien connue « un pas en avant, deux pas en arrière », souvent observée chez bon nombre de directeurs, nouveaux à leur poste. Ce maillage entre *autorités, pouvoirs, décisions, responsabilités*, articulant sans cesse le niveau collectif et individuel, dessine une vie institutionnelle où chacun a un rôle à jouer dans une dynamique groupale qui vise à accroître les possibilités de tous, tout en veillant à clarifier les responsabilités et les limites de chacun.

Le fonctionnement idéal n'existe pas. « C'est la congruence suffisante entre le modèle objectif et les vécus subjectifs de ses membres, qui est nécessaire. La direction "suffisamment" bonne doit viser une cohérence pour elle-même et pour les autres, entre la parole, les actes et l'émotionnel », écrit Philippe Kinoo dans cet ouvrage. Tout l'art sera d'agencer les ingrédients pour qu'au minimum chacun se sente à sa place dans les rouages institutionnels et soit au clair avec les tâches qu'il doit accomplir d'une part, et pour que l'information utile circule aux différents niveaux hiérarchiques et que le processus de décision soit clarifié, d'autre part.

Vivons-nous vraiment un temps sans autorité ?

Bernard Fourez

« De nos jours, il n'y a plus d'autorité », entend-on fréquemment dans les coulisses de notre société. Je m'inscrirai en faux par rapport à ce type d'affirmation pour dire au contraire que nous vivons une période extrêmement autoritaire, véhiculant des croyances rarement nommées explicitement, et qui cependant président aux prises de décision, dessinant des formes inédites de pouvoir.

Si d'aucuns affirment qu'il n'y a plus d'autorité, il me semble que leur propos est lié à l'absence de visualisation d'une personne, d'une figure, d'un rôle qui incarnerait de façon manifeste l'autorité, à l'image de ce que nous avons connu antérieurement. En effet, dans une société caractérisée par de l'*inégalité*, certaines personnes, certaines fonctions se détachent du lot et s'avèrent reconnues comme détenant l'autorité. Si nous persistons à rechercher ces figures, forcément nous ne les trouvons

Bernard Fourez est psychiatre systémicien, aux cliniques universitaires de Mont-Godinne-UCL et en privé. Avec Jean-Marie Lacrosse, professeur de sociologie à l'UCL, il a institué un séminaire qui a pour objet de questionner l'impact des enjeux sociétaux sur la psychologie contemporaine. Avec ce dernier, ainsi qu'avec Jean-Pierre Lebrun et d'autres, il approfondit ces réflexions dans le cadre d'un autre séminaire à Paris, avec Marcel Gauchet, professeur en politologie.

plus ; elles ont quitté le paysage symbolique de notre époque, ce qui pourrait faire croire qu'il n'y a plus d'autorité. Cependant, si nous quittons ce réflexe vertical du regard vers le haut pour poser un regard horizontal, nous verrons, nous percevrons, nous ressentirons l'ambiance sociétale comme un lieu qui distille de façon martelante, répétitive et très peu dialectique, des canevas majeurs qui font autorité.

Ainsi donc, si l'autorité n'est plus représentée par une figure symbolique, il n'en reste pas moins actuel que de nombreux *thèmes* culturels contemporains font figure de références peu, voire trop peu, contestées : l'autonomie, l'égalité, la communication, l'information, le droit, les droits de l'homme, l'expression, la prévention, le changement, l'enfant, la femme, l'intime, l'État... dissous au cœur de la collectivité. Ces thèmes constituent *l'opinion publique* et traversent nos positionnements communicationnels, politiques et professionnels.

Pour mieux comprendre ce changement qui s'est produit au cours du XX^e siècle, nous pourrions nous remettre en mémoire un texte écrit par A. de Tocqueville en 1840. Ce dernier, journaliste français, est allé observer les individus fonctionnant sur le mode de *l'égalité* aux États-Unis. Dans le cours de l'établissement des droits de l'homme, les Américains étaient en effet entrés plus rapidement que nous dans l'égalité puisqu'ils n'avaient pas à déconstruire les schémas aristocratiques préexistants pour mettre en place cette culture de l'égalité.

« Lorsque les conditions sont inégales et les hommes dissemblables, il y a quelques individus très éclairés, très savants, très puissants par leur intelligence, et une multitude très ignorante et fort bornée. Les gens qui vivent dans les temps de l'aristocratie sont naturellement portés à prendre pour guide de leurs opinions la raison supérieure d'un homme ou d'une classe, tandis qu'ils sont peu disposés à reconnaître l'infaillibilité de la masse. Le contraire arrive dans les siècles d'égalité ; à mesure que les citoyens deviennent plus égaux et plus semblables, le penchant de chacun à croire aveuglément à un certain homme ou à une certaine classe diminue. La disposition à en croire la

masse augmente et c'est de plus en plus l'opinion qui mène le monde. Non seulement l'opinion commune est le seul guide qui reste à la raison individuelle chez les peuples démocratiques, mais elle a chez ces peuples une puissance infiniment plus grande que chez nul autre. Dans les temps d'égalité, les hommes n'ont aucune foi les uns dans les autres, à cause de leur similitude. Mais cette même similitude leur donne une confiance presque illimitée dans le jugement car il ne leur paraît pas vraisemblable qu'ayant tous des lumières pareilles, la vérité ne se rencontre pas du côté du plus grand nombre. Quand l'homme qui vit dans les pays démocratiques se compare individuellement à tous ceux qui l'environnent, il sent avec orgueil qu'il est égal à chacun d'eux mais lorsqu'il vient à considérer l'ensemble de ses semblables et à se placer lui-même à côté de ce grand corps, il est aussitôt accablé de sa propre insuffisance et de sa faiblesse. Cette même égalité qui le rend indépendant de chacun de ses concitoyens en particulier le livre isolé et sans défense à l'action du plus grand nombre. Le public a donc chez les peuples démocratiques une puissance singulière dont les nations aristocratiques ne pouvaient pas même percevoir l'idée ; [...] il impose ses croyances et il les fait pénétrer dans les âmes par une sorte de pression immense de l'esprit de tous sur l'intelligence de chacun. »

Ce texte montre de façon extrêmement précise cet affaïssissement du lieu de l'autorité à partir des personnages d'exception vers l'opinion publique. De plus, les termes tels que « impose », « fait pénétrer » indiquent assez bien l'action autoritaire et la manière dont elle procède. Rappelons ici qu'autorité provient de *auctor* : auteur, fondateur, instigateur et signifie le fait d'imposer l'obéissance. Précisons aussi que l'étymologie est la même que celle du terme « augmenter ». *Cela nous permet alors de mieux comprendre que certaines croyances enchâssées dans l'opinion publique ont le pouvoir d'augmenter l'importance accordée à un thème culturel qui devient capable d'imposer l'obéissance aux cognitions et représentations des individus.*

Posons maintenant notre regard sur ce que décrète cette opinion publique pour y détecter ce qui, dans l'ambiance sociétale,

fait véritablement autorité. Afin de parvenir à dénicher cet implicite, nous n'avons comme outil que la démarche réflexive et son corollaire la critique. Cette dernière s'avère assez peu présente à notre époque car l'absence d'articulation entre un niveau haut qui détiendrait la vérité explicite et un niveau bas qui ne l'aurait pas invitée à moins de disposition d'opposition, de dialectique et donc de dissidence. La pensée unique qui habite nos populations occidentales et surtout le niveau politique sont assez manifestes à ce propos. Voit-on encore de réelles différences entre les programmes des partis au pouvoir ? En quoi un parti représente-t-il quelque chose de manifeste à interpeller ?

La difficulté d'identifier un phénomène qui pénètre véritablement les populations et qui les habite totalement invite à une pensée unique sans beaucoup de contestation possible. Nous sommes alors sur le lieu de l'extinction définitive du positionnement révolutionnaire et peut-être moderne.

Nous envisagerons successivement dix thèmes qui nous semblent faire office de drapeau dans nos sociétés occidentales en ce début de XXI^e siècle : l'autonomie, l'égalité, l'enfant, l'intime et l'expression, la psychothérapie, les droits de l'homme, la prévention, l'État, les médias et la femme. À propos de chacun d'eux, nous nous permettrons d'introduire une dialectique, en envisageant un thème et son contraire, afin de mieux saisir ce qui nous impose l'obéissance. Nous tenons à préciser que l'observation qui suit ne concerne que les pays de culture essentiellement occidentale à ce moment de l'histoire et n'a donc pas de prétention universelle.

L'autonomie

Autonomie = *autos nomos* – tirer ses propres lois de fonctionnement de soi-même. Le contraire de l'autonomie est l'hétéronomie = *heteros nomos* – tirer ses lois de fonctionnement d'un autre niveau que soi. Les sociétés hétéronomes sont celles qui estiment être gouvernées par des forces invisibles, ce sont des sociétés basées sur le religieux, le divin et le sacré, points

d'émergence des lois du monde auquel ce dernier est inféodé. C'est à partir de la charnière entre notre Moyen Âge et la modernité que le passage de l'hétéronomie à l'autonomie s'est amorcé.

Pour la simplicité du propos, nous ne retracerons pas les méandres de cette évolution, repris dans d'autres écrits. Mais signifions tout de même que la véritable personnalité moderne est celle qui peut articuler le niveau de l'autonomie et celui de l'hétéronomie comme cela se déroule pour l'institution, niveau invisible qui a pouvoir d'organiser les éléments qui en font partie. L'institution a ses règles propres, différentes de celles des individus qui la composent ; ceux-ci doivent s'y articuler. L'institution procède d'une temporalité plus étendue que celle de l'individu : préexistante à celui qui s'y inscrit, elle se prolonge au-delà de cette inscription. La singularité, la créativité du travailleur constitueront le niveau moderne de l'individu qui peut se construire et s'imaginer comme acteur du monde et qui, couplé au niveau institutionnel (hétéronomie), développera à partir de lui-même et de sa réflexivité une créativité, un changement, une histoire.

La culture de l'autonomie est clairement et régulièrement mise en exergue dans notre société. Des éléments courants en attestent la présence : les rituels de danse sont devenus totalement autonomes, c'est-à-dire que les figures de danse ne sont plus préexistantes et ne s'imposent plus au danseur. *Ce dernier doit composer à partir de lui-même ses propres mouvements.* L'arrivée du jerk en 1966 témoigne de cette explosion de l'autonomie dans la culture. Le rock ou le twist avaient encore leurs figures propres.

La tente canadienne s'est vue détrôner par la tente autoportante. La première est un édifice qui a besoin de l'« hétéronomie » : ses piquets doivent être plantés, enfoncés dans la terre pour construire son équilibre. Comme son nom l'indique, la tente autoportante, que l'on voit se généraliser au milieu des années 1970, est beaucoup plus détachée de son rapport au sol, à tel point qu'elle peut être facilement déplacée, délocalisée. J'utilise à dessein ce mot, évocateur d'autres choses, à savoir du réseau, de la mondialisation.

Autre témoin, les faire-part de naissance (Fourez, 1998) où ne figurent plus les parents – êtres précédant l'enfant et pouvant de par leur place l'instituer – et où l'intitulé est : « J'arrive ! » L'enfant est d'emblée posé comme un être se mouvant à partir de lui-même (autonomie) et nullement concerné par une quelconque trace d'un ailleurs, à savoir ses parents. Ces faire-part indiquent très nettement la fiction dans laquelle les parents plongent l'enfant dès sa naissance, à savoir une sorte d'état de fait d'autonomie alors que précisément cette dernière est plutôt un mouvement, une dimension vers laquelle cet enfant va tendre.

Les retombées psychiques d'un tel contexte, avec une telle croyance sont assez facilement repérables. L'individu autonome se ressent auteur de ses actes ; il reprend alors sur lui – sous forme de responsabilité – ce qui s'est mal déroulé et se vit comme n'étant pas à la hauteur. Il va donc à ce moment être traversé par une vision in fine très narcissique où il aurait dû s'en sortir par lui-même.

Dans un cadre psychothérapeutique, si par exemple, la dépression se prolonge certains patients vont jusqu'à « s'excuser » auprès du thérapeute « oui, je sais, cela devrait venir de moi, mais... » Or la question est peut-être de pouvoir être en dépendance et l'enjeu serait de se ressourcer à autre chose que soi, la fracture dépressive étant précisément cette impossibilité d'être en échange avec le monde. Si la culture – et la psychothérapie qui en découle – est essentiellement axée sur l'autonomie et fait croire au patient que tout est en lui et qu'il n'y a aucune articulation nécessaire avec autre chose que lui, peut-être cette croyance invite-t-elle à la dépression.

Le corollaire de l'autonomie est la *responsabilité* : si les choses que je fais sont vraiment de mes propres règles, je dois pouvoir répondre de celles-ci. Y a-t-il place pour l'irresponsabilité dans notre société actuelle ? Peut-on militer pour cette dernière ? Le bien est-il alors la responsabilité et le mal est-il l'irresponsabilité ? On entend parfois dire que les gens sont moins responsables qu'avant. Est-ce réel ? La pénétration de

la croyance en l'autonomie multiplie les responsabilités à prendre par les individus : on comprend que ces derniers visent à pouvoir s'en démettre. À l'image des compagnies d'assurances qui essaient de se retourner contre un tiers pour ne pas à avoir répondre d'un dommage.

Dans les sociétés hétéronomes, il était infiniment plus aisé de dire « c'est Dieu qui l'a voulu ». Finalement, l'hétéronomie permet une automatique pacification de la citoyenneté, car à partir du moment où l'invisible détient les règles de ce qui se passe, il n'est pas nécessaire de procéder en justice pour savoir qui est le responsable, ce qui le plus souvent revient à rechercher le coupable. *Dans une société basée sur l'assurance, la recherche du responsable devrait consister à établir qui va répondre de la solidarité que l'on va engager par rapport aux dommages, et pas nécessairement de détecter qui en est la cause.*

Job, ruiné par le destin, s'en prenait au divin en l'invectivant.
Le moderne s'en est pris à l'État en agissant la révolution.
L'homme de l'égalité, dans l'adversité, traduit son égal devant les tribunaux.

Envisageons maintenant la dialectique autonomie/hétéronomie. Le contraire de l'autonomie est l'hétéronomie, que d'aucuns considèrent comme un néologisme. Il s'agirait plutôt d'un terme désuet : la plus grande partie de l'histoire des populations a été fondée sur l'hétéronomie, l'autonomie étant un phénomène assez récent. Plus habituellement, on oppose à autonomie le mot dépendance. L'opposition n'est pas tout à fait exacte mais prenons-la comme telle. Peut-on encore à notre époque militer ou insister sur l'importance de la dépendance ? Il semble que non. Dans l'éducation, par exemple, la commande sociale est clairement du côté de l'autonomie. Cela s'observe tant dans les positionnements parentaux que dans les discours étatiques réglant les modalités d'enseignement. Mais à tellement se déparer de la dépendance, à tellement la dénier, ne crée-t-on pas alors de nouvelles pathologies ? Le diagnostic « trouble de l'attachement » en atteste. Pourrait-on militer pour

plus de dépendance dans le chef de l'enfant à l'école afin que soit possible l'acte d'enseignement et d'apprentissage ?

Les homes de vieillards affichent fréquemment : « Nous faisons tout pour leur autonomie. » Or, ces personnes âgées sont placées pour être soutenues. La culture qui ne peut plus envisager la dépendance va jusqu'à la dénier. La brièveté de l'hospitalisation dans les milieux médicaux – appuyée bien sûr par les impératifs économiques – s'apparente à ce même trait : la convalescence est presque oubliée.

Dans le domaine de l'aide sociale, quand un jeune arrive en milieu ouvert, les intervenants interrogent son projet propre et cherchent à le « mettre en autonomie » alors que peut-être le jeune vit-il la faillite de cette dernière avec un besoin d'une certaine dépendance ou, au moins, une tentative de l'expérimenter auprès de l'organisme qu'il interpelle.

Le même phénomène s'observe dans le suivi de certains adultes psychotiques. Régulièrement, on invite ou pousse le patient à vivre seul en appartement afin qu'il puisse atteindre l'autonomie. On le retrouve alors aux prises avec des angoisses importantes. On pourrait dire que ce type de démarche constitue une véritable aliénation ; paradoxe étonnant que celui de la possible aliénation par l'autonomie.

Pour revenir à l'enfant, des poussettes sont construites avec un dossier le plus vertical possible car « cela favorise une accélération de l'autonomie ». Une maman disait récemment en consultation : « Mes enfants, je les autonomise de façon maximale. » Nouveau paradoxe, aussi étonnant que celui qui dirait : « Je vous suicide. » *Ces propos, qui rendent compte d'une traversée par le surmoi sociétal de l'autonomie, nous offrent à voir une sorte d'hétéronomisation selon le mode de l'autonomie.*

Enfin, cette notion d'autonomie s'impose tellement à nos représentations que l'homme contemporain se découvre la possibilité de se penser totalement acteur du monde. Il me semble qu'on assiste actuellement à ce qui pourrait être qualifié de fiction d'autonomie, voire de délire de responsabilité. En effet, on peut se demander si le réchauffement planétaire, qui est une